ASSEMBLÉE NATIONALE

6 juin 2013

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LA GRANDE DÉLINQUANCE ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE - (N° 1011)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL17

présenté par
M. Galut, rapporteur

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 9, insérer l'article suivant:

I. - Le code de commerce est ainsi modifié :

1° Les deux dernières phrases du premier alinéa de l'article L. 123-10 sont supprimées.

2° Le second alinéa de l'article L. 123-11 du code de commerce est supprimé.

3° L'article L. 123-11-2 est ainsi rédigé :

« Art. L. 123-11-2. – L'activité de domiciliation d'entreprise est interdite.

« L'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprise est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 7 500 €. »

4° Les articles L. 123-11-2 à L. 123-11-8 du code de commerce sont abrogés.

II. - Les entreprises ayant leur siège ou leur établissement dans une société de domiciliation doivent effectuer les formalités de déclaration de changement de siège et d'établissement dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi. Passé ce délai, elles sont radiées du registre du commerce et des sociétés.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La domiciliation d'une entreprise auprès d'une société de domiciliation, permise par le code de commerce, peut, dans certains cas, répondre à des objectifs légitimes. Néanmoins, il apparaît que cette possibilité est largement détournée de sa finalité pour servir de paravent à l'exercice d'activités illégales.

Pour cette raison, le présent amendement propose de supprimer ces sociétés de domiciliation.